



ANTOINE VULLIOUD

Les Fribourgeois sont représentés sous la Coupole fédérale par sept conseillers nationaux et deux conseillers aux Etats. Parmi eux, trois Gruériens et un Glânois, tous de partis politiques différents. Pendant les sessions parlementaires, La Gruyère leur donne carte blanche, à tour de rôle, pour raconter les coulisses de leur travail, débattre d'un sujet qui fait l'actualité à Berne ou décrypter les impacts d'une décision sur la région. Aujourd'hui, place à la Bulloise du Centre Marie-France Roth Pasquier. **GRU GRU**

# Nombreuses questions

**POLITIQUE.** Sept ans de négociations. Sept ans pour stabiliser et pérenniser des accords bilatéraux, seules garanties pour le commerce, la formation, la recherche, l'emploi, bref, pour l'économie de notre pays. Sept ans de discussions passées avec arrogance au destructeur à papier – comme dans la fameuse installation autodestructrice de l'artiste Banksy.

Deux semaines après l'abandon de l'accord-cadre, les questions restent plus nombreuses que les réponses, et ceux qui se réjouissent de voir le «problème» européen enterré en seront pour leurs frais. «La paix du déni risque bien de s'installer», commentait l'europhile François Chérix dans un récent billet. Pendant ce temps, les scientifiques suisses se verront privés des nécessaires fonds européens, et les cerveaux étrangers autrefois attirés par l'attrayante place de recherche helvétique iront voir sous d'autres cieux si leurs éprouvettes y sont. Coup dur pour la compétitivité de notre pays.

Un seul exemple concret et d'une embarrassante actualité? Tirer un trait sur l'accord-cadre signifie la fin de l'accord bilatéral sur les importations et exportations de dispositifs médicaux spéciaux. Déclassée au rang d'Etat tiers,

la Suisse devra se conformer à des exigences plus strictes pour l'exportation de ces appareils vers l'UE. Les entreprises concernées devront faire face à des coûts supplémentaires et à une charge administrative plus lourde; elles devront en outre désigner un représentant dans un pays de l'UE et étiqueter leurs produits conformément à la réglementation des 27.

Pour l'import de ces dispositifs, c'est la pénurie qui guette nos hôpitaux. Les euro-

catastrophe, lorsqu'il ne reste plus qu'à évacuer par les sorties de secours, c'est que la situation est d'ores et déjà bien périlleuse. . .

Une meilleure nouvelle toutefois sur le front des coûts de la santé. Le modèle fribourgeois de gestion, par les pharmaciens, des médicaments dans les établissements médicosociaux a fait ses preuves (coût journalier moyen en médicaments d'un-e résident-e en EMS, en 2016: Fribourg 4 fr. 80; moyenne suisse 8 fr. 55).

Or, il a été balayé par les assurances qui ont estimé que cette méthode ne permettait pas de leur livrer les données individuelles nécessaires au calcul de compensation des risques (mécanisme créé pour que les assureurs ne soient pas tentés d'assurer autant que possible des personnes en bonne santé).

C'est un faux problème qui peut être facilement corrigé et j'estime que ce modèle avantageux devrait non seulement être réintroduit dans notre canton, mais aussi généralisé à l'ensemble de la Suisse. En mai, la commission de la santé du National a accepté à l'unanimité mon initiative parlementaire allant dans ce sens, ce qui est de bon augure pour la suite du dossier dans les méandres décisionnels de la Berne fédérale. **MARIE-FRANCE ROTH PASQUIER**

## SOUS LA COUPOLE

sceptiques qui n'ont que le mot «souveraineté» à la bouche constatent aujourd'hui le méchant paradoxe qu'ils ont induit: lorsque nous sommes exclus de l'équipe qui établit les règles du jeu, nous n'avons plus voix au chapitre.

Le 6 décembre 1992, j'étais jeune stagiaire à la Commission européenne à Bruxelles, et j'avais pleuré en apprenant le non de la Suisse à l'EEE. Ce mercredi 26 mai, presque vingt ans plus tard, je n'en menais pas beaucoup plus large. Nous discuterons la semaine prochaine lors d'un débat urgent des alternatives qui s'offrent encore à nous. Mais comme dans n'importe quelle